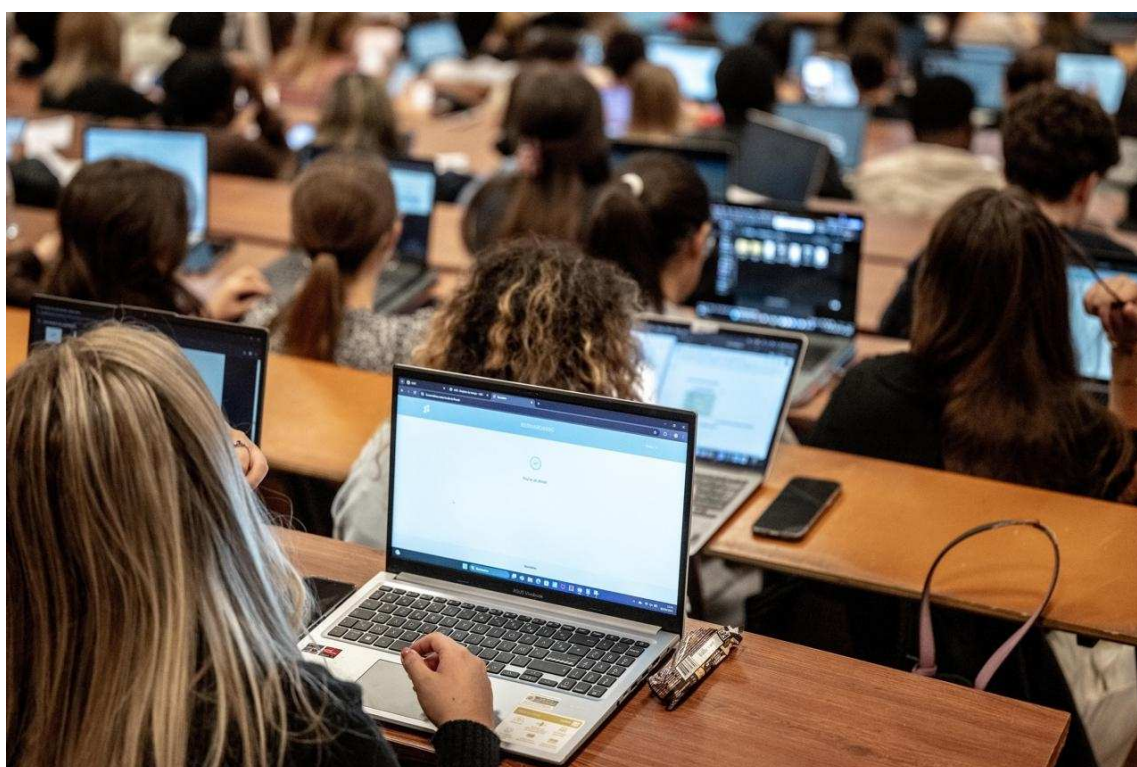


panorapresse.ouest-france.fr

Le président de France universités s'inquiète des budgets des facs

5-7 minutes

ENTRETIEN. « Si rien ne bouge, on va dans le mur » : le président de France universités s'inquiète des budgets des facs



Sur cette photo d'illustration, des étudiants écoutent un cours dans un amphithéâtre de l'Université de Brest ([Finistère](#)), sur le campus Morvan. | Guillaume Saligot / Ouest-France

Les comptes des universités françaises sont dans le rouge. Alors que les présidents de facultés et les représentants du ministère de l'Enseignement supérieur tentent actuellement de trouver des solutions pour faire rentrer de l'argent dans les caisses à l'occasion d'Assises sur leurs financements, Lamri Adoui, président de France Universités, fait le point sur la situation avec « Ouest-France ».

Lamri Adoui dirige l'université de Caen Normandie. Mais c'est dans le costume de président de France Universités qu'il a répondu aux questions de *Ouest-France* sur la situation économique des facultés françaises. Voilà des mois que ceux qui dirigent ces établissements, qui accueillent deux millions d'étudiants, alertent sur « **un manque de moyens** » et [évoquent des finances exsangues](#). De son côté, Philippe Baptiste, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, estime qu'il a mis beaucoup d'argent sur la table dans le Budget 2026. Pour tenter de trouver des points d'accord et des pistes d'économies, des assises consacrées au financement des universités se tiennent actuellement. Elles devraient se conclure début mai.

Cette année, les comptes des universités ont plongé dans le rouge...

Oui, 50 % des universités ont voté le mois dernier un compte financier déficitaire, et 100 % ont signé un budget initial déficitaire. Cela signifie que l'ensemble des établissements pourraient être en déficit prochainement, d'un milliard d'euros sur l'année à l'horizon 2027. Si rien n'est fait, on va droit dans le mur. La capacité d'autofinancement des facultés a diminué de 60 % entre 2021 et 2025.

Lire aussi : [Pourquoi des étudiants et professeurs d'universités appellent-ils à la mobilisation ce mardi ?](#)



Lamri Adoui, président de l'université de Caen Normandie ([Calvados](#)). | Ouest-France

Si les lignes ne bougent pas, des filières pourraient fermer dans certaines facs ?

Selon nos prévisions budgétaires, les choses ne sont en tout cas pas tenables et nous devrions faire des choix. Avec quelles variables ? Arrêter de recruter et supprimer des postes à l'université, ce qui aura des conséquences sur la recherche et le taux d'encadrement de nos étudiants. Ou alors on réduit drastiquement les capacités d'accueil, ou on ferme des sites distants des grandes métropoles. Ce que nous n'avons pas envie de faire, car nous souhaitons favoriser l'égalité des chances des étudiants sur tout le territoire. Il y a aussi des investissements immobiliers bloqués, qui permettraient de rénover des campus, des amphithéâtres, des salles de cours... Le patrimoine se dégrade.

Des assises sur le financement des universités se déroulent actuellement, comment se passent ces concertations ?

Les présidents d'établissements et le ministère de l'Enseignement supérieur ne partagent pas la même analyse sur la situation. Le ministre Philippe Baptiste insiste sur les deux milliards et demi de subventions supplémentaires en dix ans, ce qui est vrai, mais cela correspond à l'inflation et l'impact du surcoût énergétique sur la même période. Et dans le même temps, on a accueilli 230 000 étudiants en plus, ce qui correspond aux effectifs d'une dizaine d'universités de taille

moyenne, et avec des dépenses imposées comme l'augmentation du point d'indice des agents de la fonction publique ou la protection sociale complémentaire qui n'était pas à notre charge dix ans plus tôt. On a donc débattu et posé un diagnostic.

Et maintenant ?

On va essayer de trouver des solutions d'économies et de financement collectivement.

Des partenariats à nouer avec des entreprises privées, par exemple ?

C'est une piste. Il y a déjà de l'argent privé qui circule dans le système de financement des universités, des partenariats de recherche et développement, ou de valorisation par des entreprises de formations avec par exemple des filières « compétences et métiers d'avenir », dans lesquelles on forme les jeunes aux métiers de demain, comme à l'intelligence artificielle. Avec une garantie d'indépendance ? Participer au développement économique fait aussi partie de nos missions, cela ne signifie pas que vous êtes à la solde des entreprises. Elles recrutent des docteurs, financent la création de laboratoires communs.

Lire aussi. [Formation des enseignants : concours à bac + 3, master, nouvelle licence... Qu'est-ce qui change avec la réforme ?](#)

Le gouvernement a mis de l'argent sur la table pour la nouvelle licence « professorat des écoles » et des masters pour former les enseignants de demain. Les modules sont prêts pour la rentrée 2026 ?

L'État a effectivement fait un effort important pour financer les étudiants en master 1 et master 2, où ils deviendront fonctionnaires stagiaires et élèves fonctionnaires en étant payés 1 400 € la première année puis 1 800 € la suivante. Les [universités ont accompagné cette réforme en seulement quelques mois](#), et elle va dans le bon sens. Ce métier doit s'apprendre sur la durée, avec des stages dans les classes très tôt. Les licences ouvriront en septembre, une trentaine d'établissements ont demandé une accréditation pour proposer ce parcours dès septembre, avec 6 093 places. Dans mon université de Caen, on a une capacité pour accueillir une centaine de candidats.

Johan Bescond